

*Initiatives ministérielles*

normes nationales et les faire appliquer en retenant d'autres paiements?

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le député de Surrey-Nord.

Vu le discours qu'il a prononcé ce matin, j'aimerais qu'il représente une circonscription de ma province. Il pourrait m'aider à transmettre ce message au premier ministre néo-démocrate de l'Ontario.

J'ai reçu hier une lettre du Dr Philip G. Klotz. Il a entendu une partie du débat. Croyez-moi, le corps médical canadien partage bon nombre des préoccupations et des opinions exprimées par les députés au sujet de l'avenir des soins de santé au Canada.

Le Dr Klotz souligne que le gouvernement essaie de contrôler les coûts en refusant des fonds aux hôpitaux et aux facultés de médecine. Voici certaines de ses observations: «Les administrateurs d'hôpitaux sont obligés de fermer des lits, de fermer des blocs opératoires, d'utiliser des installations vétustes et de congédier du personnel. Les facultés de médecine sont à court d'argent, ne peuvent embaucher des spécialistes et doivent congédier des employés. Nos meilleurs médecins émigrent aux États-Unis. Ceux qui enseignent dans les hôpitaux universitaires ne peuvent être remplacés. On contrôle les coûts en limitant les honoraires versés aux médecins. On menace ces derniers de les rémunérer comme des salariés, de leur imposer des budgets globaux et de plafonner les revenus. Du côté du public, on ne tente pas de freiner l'utilisation des services, sinon en limitant l'accès aux installations.»

Il a poursuivi longuement dans la même veine. Il a parlé du moral des médecins, qui n'a jamais été si bas. L'incertitude règne. Les médecins sont amers parce qu'on leur impute les problèmes des services de santé. Beaucoup de nos meilleurs médecins sont accusés de ne s'intéresser qu'à l'argent.

Il y a de graves difficultés dans nos services de santé, dans notre régime d'assurance-maladie. La question n'est pas facile. Elle est même très difficile pour un gouvernement qui est aux prises avec des problèmes financiers, quoique je ne partage pas son approche. Je pense que plus il y a de compressions, plus le moral baisse. Et plus le moral baisse, plus il est difficile de produire et de collaborer.

Résultat, nous sommes dans un cercle vicieux. J'estime que le gouvernement doit repenser toute son approche.

J'ai une question à poser au député néo-démocrate de Surrey-Nord. Peut-il me donner une assurance quelconque que le premier ministre néo-démocrate de l'Ontario ne va pas renoncer aux normes nationales en matière de soins de santé, normes que, pendant de longues années, nous avons essayé de respecter au prix de grands efforts, sachant fort bien que le gouvernement central impose des compressions par le projet de loi C-20?

Je n'essaie pas de tout mettre sur les épaules du gouvernement néo-démocrate de l'Ontario, mais je dois savoir ce que nous pouvons faire ou dire pour nous assurer que, malgré les pressions que lui fait subir le gouvernement fédéral, le premier ministre de l'Ontario ne va pas laisser s'effondrer le système des soins de santé en Ontario.

**M. Karpoff:** Monsieur le Président, dans les trois régions où il a formé un nouveau gouvernement au cours de la dernière année, le Nouveau Parti démocratique a dû gérer une crise financière léguée par les gouvernements précédents et aggravée par le gouvernement central.

Cette année seulement, les pertes de l'Ontario au chapitre des paiements de transfert seront d'environ 2,5 milliards de dollars. L'une des difficultés, c'est que ces provinces sont elles-mêmes aux prises avec un déficit de plus en plus lourd, dont une grande partie s'explique par le fait que le gouvernement fédéral s'est simplement déchargé d'une partie de ses responsabilités sur les provinces. L'Ontario a dû combler une diminution des paiements de transfert de 2,5 milliards.

Toutes les provinces cherchent à rendre les services de santé plus efficaces. Un député a semblé dire qu'il souhaitait que les médecins puissent, en fin de compte, augmenter leurs honoraires autant qu'ils le voulaient. Il ne préconisait pas une limitation des frais médicaux.

**Une voix:** En effet.

**M. Karpoff:** Il dit «en effet», ce qui veut dire qu'il pense que les médecins devraient pouvoir demander les honoraires qu'ils veulent. Est-ce là la politique des libéraux? Est-ce ainsi qu'ils comptent régler la crise du système de santé? Seraient-ils aussi en faveur de la surfacturation ou des frais modérateurs?

**Une voix:** Non.

**M. Karpoff:** Les médecins demanderont ce qu'ils veulent, et le gouvernement provincial paiera.